

Déclaration liminaire au CTSD du 7 février 2017

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN,

En tant que fonctionnaires, nous ne pouvons qu'être interpellés par la teneur des débats pré-électoraux qui traversent la période et qui, sans toujours le dire franchement, attaquent le modèle social. Nous assistons à une remise en cause des principes de la Fonction publique (solidarité, justice sociale, égalité...), de ses missions (égalité d'accès aux droits fondamentaux, en particulier en matière de santé, d'éducation, de culture) et à une volonté d'affaiblissement de sa capacité à répondre aux évolutions économiques, sociales, culturelles ou écologiques. C'est l'intérêt général qui apporte la réponse à ces enjeux, et non le marché. La FSU reste profondément convaincue du rôle essentiel que joue aujourd'hui la Fonction publique en tant qu'élément structurant de la société. C'est la raison pour laquelle elle s'engage pour sa défense et celle de ses agents. L'Education nationale n'est pas en reste et elle se retrouve aussi au cœur de nombre de débats. Déjà fragilisée par des réformes contestées, comme celles des rythmes scolaires et du collège, elle est la cible de propositions qui apparaissent comme dangereuses pour le service public d'éducation. La FSU portera son projet éducatif pour réduire les inégalités et assurer réellement la réussite de tous les jeunes.

La dotation dont nous disposons pour la rentrée (66 postes) va tout juste permettre de faire perdurer un système qui fonctionne, moyennement et seulement grâce aux personnels de terrain. Elle ne permettra aucune amélioration notable.

Sur le terrain, les enseignants repoussent souvent les limites du possible. Avec nous, nos collègues partagent une vision de l'école basée sur des valeurs d'émancipation et d'humanisme.

Mais aujourd'hui, l'inclusion bouscule fortement, et à tous les niveaux, les pratiques professionnelles. Le modèle de l'école inclusive interpelle le système éducatif et implique des réponses en termes de moyens, de formations initiale et continue, d'effectifs, d'abondement des postes d'enseignants spécialisés...parce qu'aucune souffrance n'est supportable, ni celle de nos collègues, ni celles des élèves que nous accueillons.

Les suppressions massives de postes en RASED de l'ère Sarkozy n'ont toujours pas été compensées et le nombre de départs en formation est trop faible pour permettre la reconstruction des réseaux. L'affirmation de la ministre que « des postes en RASED seront créés autant que de besoin », faute de moyens suffisants, ne trouvera pas d'écho dans notre département.

Le SNUipp-FSU tient d'ailleurs ici à dire que les propositions du ministère pour la nouvelle formation spécialisée CAPPEI ne sont pas acceptables en l'état. Le temps de formation pour l'accès à la certification est réduit de 25% (passant de 400h à 300h). Les exigences et la qualité de la certification sont revues à la

baisse. Les missions des enseignants spécialisés du champ de l'adaptation sont réorientées en grande partie vers l'inclusion et le handicap. C'est la raison pour laquelle le SNUipp-FSU a voté contre au CSE.

Pour ce qui concerne ce CTSD, le SNUipp-FSU vous demande à nouveau de comptabiliser les élèves d'ULIS dans les effectifs des écoles pour la carte scolaire : il s'agit d'une recommandation du ministère lui-même de l'an dernier déjà ! Nombre d'écoles du département, notamment là où sont implantés des sites bilingues, se retrouvent en difficulté : nul n'ignore que les élèves d'ULIS sont accueillis en inclusion dans les classes monolingues dont les effectifs, de ce fait, dépassent largement les seuils départementaux. Albert Le Grand et Woerth ne sont que deux exemples parmi d'autres. Ces deux écoles ont pour caractère commun de revenir chaque année en discussion, leurs conditions de travail ne s'améliorant pas au fil du temps.

Pour ce qui concerne les dispositifs « Plus de maîtres que de classes » et « scolarisation des moins de trois ans », les 20 postes alloués permettent-ils d'affecter un maître supplémentaire à chaque école de REP ou REP+ ?

Enfin, sur l'ensemble des ouvertures de classes prévues, une trentaine, soit la moitié des postes, concerne à nouveau la filière bilingue.

Madame l'Inspectrice d'académie, aurez-vous les moyens humains, aurez-vous suffisamment d'enseignants bilingues pour assurer un enseignement digne de ce nom en allemand ?

Dans le second degré, les documents fournis par vos services montrent d'eux-mêmes une dégradation des conditions de travail des enseignants et des élèves : H/E stagnant en moyenne, avec des établissements urbains et ruraux très mal dotés (collège de Brumath, de Marckolsheim, collège Freppel à Obernai, de Schweighouse, de Villé, de Woerth, et nombre de collèges hors éducation prioritaire de la CUS). Dans ces établissements c'est la classe de sixième qui sera la plus chargée avec deux-tiers des élèves (66%) de sixième qui seront accueillis, selon vos propres chiffres, dans de mauvaises conditions, à savoir dans des classes de 28,29 ou 30 élèves hors éducation prioritaire et dans des classes de plus de 22 élèves en REP. On nous objectera les fameux « effets de seuil »... mais nous voulons justement l'abaissement des seuils ! En lycée les DHG sont calculées au plus juste et les prévisions d'effectifs en seconde et première, avec la disparition du redoublement et les passages de plus en plus nombreux vers la seconde GT, nous semblent souvent sous-estimées. On continuera donc à accueillir en seconde GT des élèves qui sortent pour beaucoup de collège avec des bases fragiles et à qui on offre les meilleures chances de réussite dans des classes à 35 ou 36... Et si ces élèves vont plus tard en première et terminale technologiques, on ne leur assurera pas la totalité des enseignements qui leur sont dus, puisque à beaucoup d'entre eux on ne dispense pas d'enseignement civique et moral : pouvez-vous assurer, madame la Directrice des services, que cet enseignement obligatoire sera désormais dispensé à tous les élèves des séries technologiques du département ?

Un dernier point concernant les SEGPA. Nous souhaitons savoir avec précision combien de postes seront fermés cette année dans les collèges du Bas-Rhin : postes de PE, de PLP voire de directeurs-trices. Nous souhaitons savoir également avec précision combien de doubles niveaux seront organisés dans les SEGPA du département. La FSU craint fort que l'ASH ne soit la victime d'une politique budgétaire à court terme. Créer des doubles niveaux est un scandale dans le second degré. A fortiori lorsque la réduction des moyens touche de plein fouet les populations les plus fragiles.

Nos attentes étaient grandes en début de mandature en matière de formation continue, d'aide à la difficulté scolaire, de remplacement, de dynamisme pédagogique, d'apaisement du climat scolaire. Elles sont loin d'avoir comblées. Notre détermination demeure intacte : nous exigeons un investissement qui garantisse le progrès social. Nous refusons l'éloge de l'ignorance dont trop de responsables s'accommodent. Sûrs de l'éducabilité de tous, nous continuerons donc à nous battre pour une politique scolaire bien plus ambitieuse que ce qui nous est proposé jusqu'à présent. Pour la FSU, c'est toute l'Education qui doit être prioritaire.